

de la session. Le gouvernement se lamente et affirme qu'il ne peut faire adopter les crédits budgétaires, mais il n'y a eu qu'une seule motion de subsides à l'automne, et nous n'avons été saisis que des crédits d'un seul ministère...

L'hon. M. Churchill: De six.

L'hon. M. Pearson: Le gouvernement nous a soumis les prévisions budgétaires d'un seul ministère, celui de l'Agriculture. Le temps alloué à l'examen du premier article de ces prévisions a été accaparé presque entièrement par le ministre de l'Agriculture (M. Hamilton) qui a fait de l'obstruction sur son propre budget; il voulait expliquer le véritable sens de certains propos qu'il avait tenus dans l'Ouest du pays. Il y a consacré une heure environ. Les 5 et 6 novembre, les conservateurs ont passé deux heures et trois minutes à discuter la motion de subsides, les libéraux deux heures 49 minutes, les créditistes une heure 43, ce qui semble une répartition équitable. De leur côté, les néo-démocrates y ont consacré 70 minutes.

Monsieur l'Orateur, j'examine tout cela de très près, étant donné que le premier ministre s'en est tenu à des généralités très floues, et que le ministre des Affaires des anciens combattants (M. Churchill) a suivi son exemple hier soir. Il faut prendre le taureau par les cornes. Cherchons courageusement la vérité, c'est la meilleure méthode dans des cas de ce genre. L'automne dernier, les résolutions budgétaires ont été discutées par le comité des voies et moyens huit jours de suite, dont quatre journées assez courtes. Lors de ces discussions fort importantes sur la situation économique du Canada, au cours du débat sur le budget sans budget, comme nous l'avons appelé, les libéraux ont consacré six heures et quarante-quatre minutes à l'étude de l'économie et des mesures proposées par le gouvernement, s'il en est, pour remédier à la situation. Les députés créditistes ont parlé durant six heures et dix-neuf minutes, les conservateurs-progressistes durant trois heures et trente-six minutes et les néo-démocrates, trois heures et quarante-neuf minutes. Lors du débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône, les conservateurs ont parlé durant quatorze heures et trente et une minutes, soit la même longueur de temps que les membres de notre groupe. Un projet de résolution a été présenté à l'égard du bill sur les prêts agricoles, mesure fort importante et si parfaite qu'elle ne souffrait aucune modification. Les conservateurs se sont prononcés en faveur de la mesure, en soutenant qu'elle était parfaite et que nous devions l'adopter sur-le-champ sans rien y changer. Ils n'avaient que des éloges à faire à ce sujet. Ils

en ont parlé durant deux heures et quarante-huit minutes et les libéraux ont passé deux heures et vingt-six minutes à essayer de l'améliorer.

Monsieur l'Orateur, ce sont là des preuves. Si, malgré ces preuves, le premier ministre et son gouvernement désirent en appeler au peuple en nous accusant d'obstruction, comme ils ont essayé de le faire en juin dernier, cela nous convient tout à fait.

Le premier ministre a fait grand état cet après-midi de l'amélioration de l'économie et il a apporté des preuves à l'appui de sa déclaration, à savoir qu'au cours de ces derniers mois l'économie s'était améliorée d'une façon encourageante. Le premier ministre, selon son habitude, fabrique des hommes de paille gigantesques afin qu'ils fassent une bien plus grande impression lorsqu'il les fait tomber. Il nous a accusés l'an dernier d'être des prophètes de malheur au cours du débat sur le budget...

Le très hon. M. Diefenbaker: Pendant toute la campagne.

L'hon. M. Pearson: Si le premier ministre se donne la peine d'examiner le discours que j'ai pu prononcer dans les quelques minutes qui restaient entre le débat sur le budget et la dissolution des Chambres, il constatera que j'ai blâmé le ministre des Finances du temps, qui est maintenant ministre de la Justice (M. Fleming), d'avoir été un peu trop pessimiste dans ses prévisions économiques pour l'année courante. A notre avis, l'état de l'économie serait meilleur que ne le prévoyait le ministre des Finances.

L'hon. M. Fleming: Vous ne pouvez confirmer vos dires.

L'hon. M. Pearson: Le premier ministre a parlé de l'avidité du pouvoir. Je lui rappelle que son gouvernement, résolu à en appeler au peuple à un moment où il pensait le mieux réussir à se maintenir au pouvoir—et je ne m'en plains pas—a déclenché des élections il y a un an, soit un an avant d'y être obligé. Il a déclenché ces élections avant que la Chambre ait pu débattre le budget. Il a fait ces élections en sachant qu'une crise financière allait se produire et les témoignages présentés au Parlement au cours de la présente session le prouvent sans l'ombre d'un doute.

Le très hon. M. Diefenbaker: C'est faux.

L'hon. M. Pearson: Il a déclenché des élections en ces circonstances avec l'espoir d'être élu avant que la crise financière oblige de dévaluer le dollar au cours de la campagne électorale. Malheureusement, le gouvernement s'est trompé dans ses calculs. La crise financière a évolué plus rapidement qu'il ne l'avait espéré et il s'est vu contraint de